



NE LAISSONS PAS LE MEDEF ET LE GOUVERNEMENT METTRE LA SECU AU TROU !

3,4 milliards de déficit puis 10 milliards annoncé pour cette année, 16 milliards l'an prochain, chaque jour apporte son lot de chiffres plus impressionnants les uns que les autres : c'est le grand retour du «trou de la Sécu».

Malgré le rejet massif de sa politique dans la rue et dans les urnes, le gouvernement aux ordres du Medef veut continuer ses «réformes». Il veut répéter le scénario du mauvais film catastrophe produit par la Raffarin Company à l'automne dernier. Il suffit de remplacer le mot «retraites» par les mots «santé» et «assurance maladie».

Hier on dramatisait le «papy boom» qui allait aboutir à court terme à la «baisse massive des retraites» . Il fallait donc d'urgence une «réforme» pour «sauver les retraites»... Chacun en mesure aujourd'hui les conséquences. Aujourd'hui le «trou de la Sécu» est devenu selon le gouvernement un «gouffre abyssal».

Cela lui permet par ses mensonges et son matraquage médiatique de préparer la privatisation et la « marchandisation » de notre système de protection sociale. Les yeux rivés sur les «critères de Maastricht» et la «résorption des déficits publics» le gouvernement n'envisage pas un instant d'améliorer les recettes. Il s'apprête au contraire à «jeter au trou» l'assurance maladie, au profit d'un système à 3 vitesses, où chacun pourrait s'offrir les soins qu'il pourrait payer.

En attendant d'achever une sécurité sociale présentée comme moribonde, les mesures déjà prises (déremboursement de centaines de médicaments, d'analyses médicales, fin du remboursement à 100 % d'actes et prescriptions liées à des opérations chirurgicales) préparent le terrain.

Ces mesures s'inscrivent toutes dans la même perspective : mettre à la charge du patient ou de son assurance complémentaire une part croissante des dépenses de santé. Elles sont d'autant plus scandaleuses qu'elles visent particulièrement les patients ayant les pathologies ou les soins les plus lourds et les assurés les plus démunis.

La sécurité sociale est donc «malade» avant tout de ses recettes

Il est bon de rappeler quelques vérités jamais présentées dans les médias :

- ☞ En 2003 les exonérations de cotisations patronales s'élèvent à 20,34 milliards €, dont 2,1 milliards non compensés par l'État.
- ☞ Le montant des dettes patronales à la sécurité sociale pour la seule année 2003 est de 1,9 milliards € dont 3/4 ne seront pas recouvrées.
- ☞ L'État ne remplit pas ses engagements (4,2 milliards €) et doit au total 6 milliards € prélevés sur le tabac, l'alcool, assurance auto, et industries polluantes.*
- ☞ Les non-déclarations des Maladies Professionnelles et Accidents de Travail par les employeurs coûtent 15 milliards € d'après des enquêtes médicales.
- ☞ Enfin et surtout la Sécurité sociale subit les conséquences des licenciements et des suppressions d'emplois dans le public et dans le privé :
 - ◆ 100 000 chômeurs c'est un milliard d'€ en moins pour la sécurité sociale.
 - ◆ 1 % d'augmentation de tous les salaires apporterait 3 milliards € à la sécurité sociale.
- ☞ Le «trou de la Sécu» c'est le MEDEF qui le creuse chaque jour par les fermetures d'entreprises et les licenciements. C'est aussi le gouvernement Raffarin en supprimant lui-même des emplois dans le secteur public et en ne faisant rien contre les vagues de licenciements dans le privé !

* Source: Commission des comptes de la Sécurité sociale septembre 2003

Déficit, vous avez dit déficit?

Le maniement des chiffres en «milliards d'€.» est fait pour impressionner.

*Regardons-y de plus près :
Les dépenses de la Sécurité sociale (maladie, vieillesse, famille) ont été de 319 Milliards €, selon la Cour des Comptes.*

Le déficit est de...10 Milliards € soit environ 3,2 %, c'est-à-dire un peu plus de 9 journées de dépenses de sécurité sociale !

L'État, avec un budget inférieur d'un tiers à celui de la Sécu a un déficit six fois plus important !

Il faut donc ramener les chiffres à leur juste proportion au lieu d'en faire des épouvantails !

Les véritables abus :

La sécurité sociale est pillée par les laboratoires pharmaceutiques.

L'industrie pharmaceutique est très puissante (la 3^{ème} industrie en France) et fait des profits gigantesques sur le dos de la Sécu.

Le trust Sanofi rattaché à Total-Fina-Elf et à l'Oréal s'apprête à verser 51 milliards € en bourse uniquement pour prendre le contrôle du groupe Aventis. C'est 5 fois «le trou de la Sécu»!

Les laboratoires pharmaceutiques investissent de moins en moins dans la recherche fondamentale et privilégient les sources de profits plus faciles et plus rapides générées par des molécules peu innovantes ou de nouveaux habillages de produits plus anciens. Ces produits présentés comme nouveaux sont ainsi vendus bien plus chers !

Les laboratoires pharmaceutiques s'opposent à la production de médicaments dans les pays pauvres laissant des millions d'être humains mourir parce qu'ils ne peuvent acheter leurs produits hors de prix. Ainsi ils ont tenté de mettre en procès le gouvernement d'Afrique du Sud qui fabrique à moindre coût les médicaments pour traiter le virus du Sida .

HOPITAL 2007 : UN PLAN AU PROFIT DES CLINIQUES PRIVEES

Les 15 000 morts de la canicule de cet été, ont montré les défaillances du système hospitalier.

Au lieu de donner les moyens de développer le service public de santé, le gouvernement met en œuvre le plan «hôpital 2007» dont une des conséquences sera l'accroissement de l'inégalité dans l'accès aux soins.

En 10 ans, 70 000 lits d'hôpitaux ont été fermés*. Avec le plan «hôpital 2007» le gouvernement veut franchir une nouvelle étape.

La vitrine c'est un plan de 6 milliards € sur 5 ans pour la rénovation du parc hospitalier. La réalité : des crédits versés indifféremment au public et au privé et une restructuration du parc hospitalier avec son lot de fermetures pour «raisons économiques».

Les cliniques privées, dont certaines sont désormais cotées en bourse vont toucher des subventions, assurant ainsi plus de profits à leurs actionnaires. Au secteur public les pathologies coûteuses, au privé les actes «rentables» !

Les hôpitaux seront gérés comme des entreprises privées et mis en concurrence les uns avec les autres. Leur objectif : coûter le moins cher possible. Les «bons gestionnaires» directeurs et même médecins seront financièrement intéressés. Ils chercheront à maintenir les services «les plus rentables» . Les régions les plus riches seront favorisées au détriment des plus pauvres touchées par la crise et le chômage.

**Les plus démunis auront plus de difficultés dans l'accès aux soins !
Les inégalités vont s'accroître.**

* D'après une étude du ministère de la santé

Un choix de société

L'évolution de la protection sociale vers la privatisation des systèmes de soins et vers la *marchandisation* de la santé ne sont pas des fatalités mais correspondent à un choix de société imposé par la logique du profit.

Pour l'O.M.C (Organisation Mondiale du Commerce), les services et en particulier les services de santé doivent être régis par les lois du marché et de la Concurrence.

Dans ce cadre l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) a pour but de briser les systèmes solidaires de Protection sociale.

Le Medef et le gouvernement veulent nous faire croire que la 4^e puissance économique ne peut bénéficier d'une protection sociale solidaire, égalitaire et de haut niveau.

Ils veulent détruire la sécurité sociale parce qu'un budget plus important que celui de l'État échappe aux circuits financiers. Ils veulent développer « le marché de la santé » au profit des assureurs privés. Dans un article intitulé « *Pourquoi traiter la santé autrement que l'automobile* », Claude Bébéar, ex-patron de AXA, dévoile son projet :

«on laisse bien à chacun le soin de se nourrir alors que les individus ont besoin de se soigner, cessons d'invoquer la solidarité à mauvais escient [...] Les acteurs seraient responsabilisés grâce à un système de bonus malus».



Le droit à la santé est un droit fondamental de la personne humaine. Notre système de santé, considéré comme le meilleur au monde par l'O.M.S. (Organisation Mondiale de la Santé) doit être défendu !

La CGT agit et se bat pour :

- Étendre à tous et à toutes une même protection sociale de haut niveau.
- Revenir sur les restrictions des soins et aller vers la gratuité des soins.
- Refuser de laisser l'industrie pharmaceutique sous l'emprise du privé.
- Construire un service public de santé prenant en charge les soins, la prévention (notamment le développement de la médecine scolaire et du travail aujourd'hui sinistrée) et agissant sur certains facteurs des maladies (conditions de travail, d'habitat, d'environnement).
- Maintenir et étendre les centres de Sécu (menacés de fermeture) avec du personnel en nombre suffisant et répondant à l'ensemble des besoins des assurés sociaux.

La CGT propose de :

- Taxer les profits et en premier lieu augmenter les salaires et la part patronale des cotisations.
- En finir avec les licenciements boursiers.
- Imposer dans le privée et les services publics l'embauche.
- Abolir les exonérations de cotisations.
- Faire payer les dettes patronales et de l'État.

La préservation et l'amélioration de notre système solidaire de Sécurité Sociale doivent être imposées au gouvernement. Chirac, Raffarin et le Medef veulent poursuivre dans la voie des contre-réformes.

**Pour la préservation et l'amélioration de la Sécu,
il n'y a pas d'autres voies que la lutte.**